

Nous constatons aussi que la motion demande au gouvernement d'accorder aux contribuables accablés—on a constaté que les contribuables étaient accablés, vaut mieux tard que jamais—une assistance financière et une prolongation de délai, et l'on ajoute «d'accélérer le paiement de remboursements d'impôt».

Considérant que cette motion semblait avoir pour but d'éviter la confusion, le style de rédaction manque un peu de clarté.

Évidemment, on veut continuer à défendre un système arriéré et, en même temps, on voudrait convaincre la plupart des députés que la motion doit être appuyée, sans faire aucune suggestion pratique pour alléger le fardeau des contribuables que l'on dit accablés. Il est évident qu'au moins les formules de déclaration d'impôt devraient être rédigées dans un style plus simple, plus clair, afin d'éviter des dépenses élevées auprès des bureaux de comptables.

On dirait que le gouvernement se plaît à créer des complications aux contribuables par ses formules de déclaration d'impôt compliquées. On le constate à longueur d'année, particulièrement à la fin du mois d'avril et au cours du mois de mai. Les problèmes d'impôt sur le revenu me parviennent très nombreux chaque semaine; ils ont trait aux difficultés que les contribuables éprouvent à essayer de se conformer aux exigences gouvernementales.

Il n'est pas nécessaire de scruter bien longtemps la législation pour découvrir la stupidité de la plupart des lois qui régissent les citoyens du pays. Tout est orienté en vue de protéger le système d'argent, au lieu de répartir intelligemment la richesse qui existe.

Nous constatons que des milliers de fonctionnaire payés à même les fonds publics surveillent ceux qui paient les impôts. Cela est intéressant, mais c'est ce qu'on constate. En continuant d'appliquer cette méthode, nous nous retrouvons dans la situation absurde où la moitié des Canadiens surveillent l'autre moitié.

Je reconnais qu'il faut des lois et des règlements. Cependant, j'ai l'impression que la complexité des lois et des formalités déjà existantes a contribué à faire naître une attitude de sauve-qui-peut dans une situation économique désastreuse. Le système financier appuyé par trop de nos politiciens «de couleur» a contribué à créer une mentalité de loup, où chacun court après la piastre,—le signe de la richesse maintenue trop rare par ceux qui en ont le contrôle—avec le résultat que bien des lois sont violées, bien des formalités ne sont pas remplies, bien des règlements ne sont pas respectés, ce qui contribue à entretenir une atmosphère de révolte que le gouvernement est obligé de réprimer souvent par des mesures d'urgence.

Ceux qui tiennent les leviers de commande se trouvent toujours des raisons pour justifier les augmentations de taxes et les formalités qui s'ensuivent. Il est pourtant facile de comprendre que l'argent qui, après impôts, reste au citoyen, celui-ci le dépense lui-même à sa guise, tandis que l'argent que le gouvernement lui enlève par la taxation, c'est l'État qui le dépense à son gré, et non pas selon les désirs de l'individu.

Plus la proportion du revenu consacré aux taxes—peu importe le genre de formalité utilisé—est élevée, plus on s'oriente vers le socialisme d'État, si bien que si le gouvernement prenait tout, les individus ne paieraient rien d'eux-mêmes, tout serait réglé par le gouvernement. Ce serait le socialisme d'État absolu.

Impôt sur le revenu

On me permettra de citer un extrait d'un éditorial diffusé sur les ondes du poste CFTM-TV, le 1^{er} juin 1967. Parlant des démocraties populaires, l'éditorialiste mentionnait un fait qui devrait nous faire réfléchir, et je cite:

Ces pays ont surtaxé le revenu des individus, à un tel point que l'indice du coût de la vie a atteint une progression effarante, nullement compensée par une hausse équivalente du revenu. On note, en effet, dans le rapport de février 1967 des statistiques financières internationales, qu'en Yougoslavie, le coût de la vie a enregistré une hausse de 167 p. 100 entre 1958 et 1966, alors que l'indice du revenu est demeuré le même. Selon le même rapport, en Suède, pays dirigé par un gouvernement socialiste et doté d'un système d'économie mixte, le coût de la vie a augmenté de 34 p. 100 au cours des six dernières années. Une telle hausse est imputable, en grande partie, au coût onéreux des mesures sociales et à la surtaxation.

Peu importe les formules qu'ils utilisent.

Il y a là matière à réflexion pour tous, et surtout pour ceux qui veulent nous entraîner vers le socialisme.

Pourtant la personne humaine est souveraine, et les gouvernements ne sont qu'une institution pour la servir.

D'autres se plaignent des taxes surtout, parce qu'ils trouvent qu'on leur enlève le droit au fruit de leur travail, et ils ont parfaitement raison. Mais nous voulions faire ressortir le fait que la montée croissante des taxes est une marche rapide vers le socialisme d'État. D'ailleurs, lorsque l'entreprise privée surtaxée se décourage, c'est nécessairement, ou le monopole industriel, ou le monopole d'État qui la remplace: le premier signifie la domination par l'argent, le second signifie la domination par l'État. Il faut un régime bien détraqué pour qu'on soit réduit à choisir entre ces deux manières d'asservir la personne humaine.

• (1620)

Il existe une autre solution: la régie de l'argent à sa source, conformément aux faits et aux droits de la personne, en fonction de ses droits et des possibilités du pays. Cela serait le Crédit Social.

Ah! là, par exemple, on hésite. Et nos gouvernements préfèrent régir les personnes, plutôt que de toucher aux privilèges des créateurs de l'argent.

Nous vivons dans un monde où plusieurs semblent avoir perdu le sens de l'équilibre, du devoir et des responsabilités, peu importe les formules utilisées.

En effet, nous constatons de nos jours que des millions de dollars sont dépensés pour payer des voyages d'exploration à la lune, tandis que des millions de citoyens, sur terre, manquent du nécessaire, malgré tous les moyens à notre portée pour loger, habiller et nourrir convenablement l'humanité. Nous sommes aux prises avec une telle situation.

Parmi les responsables d'un tel état de choses, nous pouvons très bien compter plusieurs politiciens qui, selon moi, représentent mal les intérêts de la population. Au lieu de s'attarder à discuter sur des formalités découlant d'un système bête, il vaudrait mieux, je crois, essayer de trouver un moyen de changer le système qui est la cause de toutes ces formalités insignifiantes, compliquées, légales ou illégales. C'est le système qui nous conduit à cela. Alors, essayons plutôt de nous attarder à trouver un moyen de changer le système bête qui nous régit.

Souvent plus intéressés à paraître qu'à plaire, plusieurs de nos politiciens, de nos jours, remplissent un rôle d'acteurs aux postes qui commanderaient plutôt une législation compréhensive vis-à-vis des besoins humains. Je reconnais qu'il y a de bons hommes dans tous les partis...